

Corentin BABIN

Mail : corentin.babin@unicaen.fr

Doctorant en géographie – Université de Caen Normandie (ESO-Caen – UMR 6590)

Corentin Babin est professeur d'histoire-géographie et prépare une thèse de géographie sur l'épistémologie et la didactique de la géohistoire. Pour cela, après un état de l'art sur la géohistoire et les approches spatio-temporelles universitaires, il a ensuite analysé la présence des approches géohistoriques dans l'enseignement secondaire. Enfin, une recherche-action participative est mise en place pour étudier les possibilités d'une plus grande interaction entre histoire et géographie à partir de la géohistoire.

Mots-clés : géohistoire, enseignement, didactique, relations histoire-géographie

La géohistoire environnementale scolaire : quelle frontière entre les disciplines ?

Cette communication vise à présenter la situation de la géohistoire environnementale et d'approches voisines comme l'histoire environnementale dans l'enseignement secondaire français depuis les années 1990 correspondant au retour des études géohistoriques dans le champ universitaire.

A l'image de la géohistoire, les approches spatiotemporelles transdisciplinaires se sont développées dans la recherche, transformant les frontières disciplinaires en interfaces voire en nouveaux « territoires » scientifiques producteurs de nouveaux savoirs. Mais qu'en est-il dans un contexte scolaire ? En effet, si les disciplines scolaires portent le même nom et mobilisent des savoirs produits par leurs cousines universitaires, les premières possèdent une autonomie qui les différencie des universitaires (Thémines, 2016) posant la question de la place des approches spatio-temporelles à l'École, l'histoire et de la géographie étant associées depuis la fin du XIX^{ème} siècle. Ce couple scolaire (Prost, 1998) plus politique que scientifique, a toutefois vu chacune de ses parties se construire autour d'un domaine et de perspectives précises (Reuter, 2014) construisant dès lors une complémentarité entre la discipline du passé et celle du présent, plus proclamée et reproduite par tradition que questionnée et intégrée dans les cursus. Cependant la focale environnementale, partagée par les deux disciplines, nous invite à questionner les frontières entre histoire et géographie scolaire : y a-t-il eu une « fertilisation croisée » (Grataloup, 2015) entre les deux disciplines ? Ou au contraire, reste-on dans une logique de frontière-barrière entre les deux disciplines malgré les rapprochements observés en contexte universitaire ?

Pour répondre à cela, il sera tout d'abord procédé à une analyse chronologique des programmes du collège et lycée des années 1990 à aujourd'hui : quelle place pour la géohistoire ? Quelle évolution de cette place au gré des réformes ? En effet les différentes réformes ont, entre autres, mis l'accent sur deux points en lien avec la thématique de ce colloque. D'une part, les réformes ont renforcé l'étude des relations entre l'humanité et son milieu et d'autre part, elles ont encouragé l'effacement des frontières disciplinaires. Pensons ici à l'introduction de la spécialité Histoire-Géographie-Géopolitique-Sciences-Politiques à partir de 2019 au lycée. Un des thèmes de la classe de terminale est consacré à l'environnement, avec une étude du changement

climatique à travers une approche pluridisciplinaire. Nous étudierons ensuite plus spécifiquement le contenu de ces programmes : quelle dialectique homme-milieu présentent-ils ? Quelles sont les références scientifiques mobilisées pour ces croisements disciplinaires : sont-elles universitaires ou sont-elles une production scolaire ? Les études environnementales maintiennent-elles une frontière traditionnelle entre histoire et géographie sur une ligne de fracture entre temporalités et spatialités ou permettent-elles au contraire de dépasser cette frontière artificielle, convergeant alors avec les pratiques des chercheurs ?

Bibliographie :

Grataloup, C. (2015). *Introduction à la géohistoire*. Armand Colin.

Prost, A. (1998). Un couple scolaire. *Espaces Temps*, 66(1), 55-64.

<https://doi.org/10.3406/espat.1998.4038>

Reuter, Y. (2014). Construire la catégorie de discipline scolaire en didactique(s). *Linguarum arena*, 5, 79-95.

Thémines, J.-F. (2016). La didactique de la géographie. *Revue française de pédagogie*, 197(4), 99-136. Cairn.info. <https://doi.org/10.4000/rfp.5171>

La géohistoire, ou comment s'effacent les frontières disciplinaires et institutionnelles de l'environnement. Application aux zones humides européennes

Le bureau du Groupe d'Histoire des Zones Humides

Bertrand Sajaloli, Corinne Beck, Marie-Christine Marinval, Sylvain Dournel

Contact : bertrand.sajaloli@univ-orleans.fr

20 ans de pratiques interdisciplinaires au sein du Groupe d'histoire des zones humides (www.ghzh.fr), qui réunit historiens et géographes, mais aussi archéologues, écologues, juristes, sociologues et gestionnaires, ont suscité, en adoptant une démarche de géohistoire, un véritable éclatement et dépassement des frontières disciplinaires. Davantage encore, la réflexion temps-espace portée sur les objets environnementaux de l'humide, particulièrement mobiles selon les évolutions des conditions bioclimatiques et celles des modes de valorisation anthropiques, conduit à une véritable heuristique académique. Les enjeux scientifiques ne se situant ni aux limites, ni à l'intersection des champs disciplinaires, mais dans un impensé hybride qui suppose une nouvelle articulation des savoirs et des temporalités.

De même, la différence entre recherche fondamentale et appliquée se brouille également dès lors que l'on s'intéresse à l'environnement et à son histoire. Certes, en histoire notamment, une recherche appliquée est toujours suspecte de manipulation, comme si la commande, publique ou privée, ne pouvait aller que dans le sens de celui qui la finance. Pourtant deux objections majeures sont à formuler : le chercheur est le même et sa production scientifique sera publiée dans des revues non contrôlées par les financeurs qui, de leur côté, auront tout loisir de valoriser ou non l'étude. En outre, dès lors que toute recherche est maintenant financée par l'État, par des collectivités locales ou par des fonds privés, le chercheur peut-il réellement se dire indépendant ? A l'inverse, la précarité de son statut, notamment pour la grande majorité des jeunes, n'en fait-il pas une caution pour la puissance publique ou privée ? Ainsi, le chercheur des années 2020 n'est-il pas, de toutes façons, engagé, notamment dans les recherche-action qui sont davantage soumises à un strict contrôle du bailleur.

Ce glissement de la recherche fondamentale vers la recherche appliquée pose plus crûment la question du rôle des gestionnaires des milieux naturels et des liens qu'ils nouent avec les dynamiques scientifiques. Si les défiances réciproques se déploient encore du fait des procès croisés d'incompétence à comprendre la complexité d'un côté et de celles de proposer des solutions concrètes de l'autre, les expériences d'une construction commune des questions de recherche s'avèrent particulièrement fécondes. Elles tendent, par-delà le court terme des politiques d'aménagement du territoire, à dégager des vraies questions sur le devenir des milieux naturels et sur les stratégies de protection de la nature.

En définitive, la géohistoire pratiquée au sein du GHZH, en conjuguant temps et espaces, en mêlant les échelles spatiotemporelles, en situant les objets de nature et de culture dans des temporalités croisées, repoussent les frontières de l'environnement.

Présentation du Groupe d'histoire des zones humides :

Au sein du Groupe d'Histoire des Zones Humides, fondé il y a 19 ans, en 2003, la géohistoire est avant tout une pratique collégiale et collective, cette structure rassemblant des chercheurs de disciplines différentes (géographie, histoire, droit, archéologie, écologie...) et des gestionnaires de milieux naturels autour de projets intégrés communs (<http://www.ghzh.fr>). L'ambition de ce groupe n'est pas de conduire des études historiques *stricto sensu*, c'est-à-dire de retracer par le menu les modalités socio-culturelles et politico-économiques de fonctionnement d'un territoire spécifique à une date donnée, mais de comprendre comment la succession historique de ces modes de valorisation détermine aujourd'hui le fonctionnement de la zone humide et influence sa gestion. S'agissant de ce fonctionnement, il faut l'entendre aussi bien dans sa dimension biophysique (hydrologique et hydrogéologique, écosystémique...) que dans sa dimension sociale (perception et représentation du lieu d'eau par les acteurs, gouvernance individuelle ou collective, cadre réglementaire...). En effet, malgré l'appréhension commune qui érige les zones humides en sanctuaire de nature et, biodiversité aidant, leur attribue une moindre artificialisation, ces lieux d'eau sont au contraire fortement aménagés, et ce dès la Préhistoire, et ont enregistré des séries d'interventions anthropiques massives, violentes, diverses, portant notamment sur le réseau hydraulique et dans des sens contradictoires, ennoiment, assèchement, atterrissement, mises en eau... Chaque territoire humide porte donc une histoire des aménagements qui signe son fonctionnement biophysique et ses richesses floristiques et faunistiques contemporains. Considérer ainsi l'écosystème comme un produit historique et social, et non comme un fait biologique de « nature naturelle », ne réduit absolument pas la valeur écologique intrinsèque de ce dernier mais permet au contraire de mieux définir sa gestion patrimoniale. De même, la dimension sociale obéit à une logique de temporalités. D'une part, ces sociétés de l'eau que la gestion collective des écoulements soude, constituent des microcosmes culturels originaux, très dissemblables d'une zone humide à l'autre, mais également suivant les époques, au sein d'un même lieu d'eau. D'autre part, chaque société de l'eau est traversée par des perceptions et des représentations spécifiques qui sont tout à la fois produites *in situ* par leurs protagonistes mais également soumises aux phases économiques, techniques et politiques de la région dans laquelle elle s'insère, du pays et de l'Europe. Temps courts de la grande échelle –le site-, temps longs de la petite échelle –la macro-région européenne-, se percutent selon des figures croisées propres à chaque zone humide et dont les configurations contemporaines d'acteurs, de gestionnaires et d'usages gardent une empreinte forte. Ces percussions de temporalité posent à l'évidence les questions de seuils, d'héritage et de patrimoine

Quelques publications récentes du Groupe d'histoire des zones humides :

BECK C. et MARINVAL M.-C., 2021, *Intégrer les dimensions culturelle et historique dans la gestion des zones humides*. Actes des journées 2019 du GHZH au Centre Européen d'Archéologie de Bibracte, Dijon, *Revue Scientifique Bourgogne-Franche-Comté Nature*, n° 33, 440 p.

BECK C., MARINVAL M.-C. (dir), 2019, *Zones humides et archéologie*, actes du Vie Colloque international du Groupe d'Histoire des Zones Humides, Dijon, *Revue Scientifique Bourgogne-Franche-Comté Nature*, Hors-Série n°16, 250 p.

DOURNEL S., SAJALOLI B., 2012, « Les milieux fluviaux et humides en ville, du déni à la reconnaissance de paysages urbains historiques », *Urban History Review/Revue d'Histoire Urbaine*, vol. 42, n°2, p. 5-21, [en ligne], disponible sur URL : <http://urbanhistoryreview.ca/octobre2012french.html>, <https://hal-univ-orleans.archives-ouvertes.fr/hal-01017121>

SAJALOLI B., BECK C., MARINVAL M.-C., GREGOIRE F., DOURNEL S., 2022, *Les zones humides européennes, un laboratoire pour écrire l'histoire environnementale au XXIe siècle*, in FRIOUX S. et alii (2022) *Écrire l'histoire environnementale au XXIe siècles*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, p. 45-62

SAJALOLI B., 2021, « La nature sans références ou la vaine recherche d'un état initial », Dossier Libre évolution des zones humides, *Zones Humides Infos*, n° 101, p. 16-17., <https://hal-univ-orleans.archives-ouvertes.fr/hal-03546210>

SAJALOLI B., GRESILLON E., 2019, « Les milieux naturels et le sacré. Esquisse d'une biogéographie spirituelle de la nature », Paris, *Bulletin de l'Association de géographes Français*, n° 2019-2, p. 265-281

SAJALOLI B., 2017, « L'image des zones humides dans la littérature contemporaine », Paris, *Pour Mémoires-Comité d'Histoire, Revue des Ministères de l'Écologie, du Développement Durable et de l'Énergie et du Logement, de l'Égalité des Territoires et de la Ruralité*, n° 16, p.72-76. <https://www.ecologique-solidaire.gouv.fr/sites/default/files/Pour%20mémoire%20n°hors%20série%20-%20Printemps%202017.pdf>

Proposition pour le colloque du RUCHE Mulhouse, 1^{er} - 3 décembre 2022

Quand l'histoire environnementale se fait science appliquée

Déborah ABHERVÉ est doctorante au LISIS (Laboratoire Interdisciplinaire Sciences Innovations Sociétés) – Université Gustave Eiffel, sous la direction de Gabrielle BOULEAU (INRAE) et de Stéphane FRIOUX (Université Lyon 2). Elle est aussi consultante au sein du bureau d'études ASca.

deborah.abherve@asca-net.com

Les politiques publiques de l'eau actuellement en vigueur en France sont largement structurées par la Directive Cadre européenne sur l'Eau (DCE) de 2000. Afin d'atteindre le « bon état des masses d'eau », les États membres ont dû se doter de politiques publiques pour lutter contre les pollutions mais aussi pour œuvrer à une restauration écologique des rivières. Ces opérations, qui visent à retrouver des fonctionnalités naturelles perdues ou altérées, sont indispensables pour atteindre l'objectif de résultat (le bon état) fixé par la DCE (Bouleau).

Après les savoirs écologiques et hydromorphologiques, les sciences humaines et sociales, parmi lesquelles la géographie et la sociologie, ont été sollicitées pour appuyer ces politiques (Narcy 2013; Rivière-Honegger, Cottet et Morandi 2014). Nous constatons que l'histoire est aujourd'hui de plus en plus mobilisée par les gestionnaires de cours d'eau dans leurs projets de restauration écologique. Cette mobilisation peut revêtir une dimension stratégique, à travers notamment l'élaboration et la diffusion de récits. Ce constat contraste avec celui d'une histoire académique qui ne témoigne, en général, que d'un faible intérêt pour les interactions avec les porteurs de politiques publiques.

Notre recherche s'intéresse donc à la manière dont le rôle de l'histoire dans les politiques publiques est perçu, aussi bien par les historiens que par les gestionnaires. Comment l'histoire peut-elle passer du statut de recherche fondamentale à celui de recherche appliquée ?

Dans le cadre de notre thèse, à l'articulation entre sciences politiques et histoire environnementale, une revue de littérature anglophone a été réalisée avec pour objectif d'identifier les modalités d'articulation entre histoire environnementale, histoire publique et politique (*policy*) (Abhervé 2021). Il s'agit de repérer les différentes communautés de recherche qui associent ces notions puis de préciser la manière dont elles se situent par rapport à la production de savoirs pour l'action. Ce travail est complété par la réalisation d'entretiens auprès d'historiens français mais aussi anglo-saxons, pour mieux cerner leurs perceptions et leurs pratiques en termes d'interactions avec l'action publique. De ce travail (en cours), il ressort d'ores et déjà des différences d'approches fortes entre le monde français où la recherche appliquée en histoire reste marginale, parfois perçue péjorativement, avec une crainte d'instrumentalisation des savoirs produits par les historiens, et le monde anglo-saxon où l'histoire appliquée est plus répandue (Melosi et Scarpino (eds.) 2004), à travers l'existence d'historiens indépendants répondant à des commandes publiques ou privées ou encore à travers la mobilisation de l'histoire dans le cadre de procédures juridiques (Stine 2017). L'histoire environnementale apparaît néanmoins comme l'un des terrains sur lequel l'articulation de l'histoire avec l'action publique se développe nettement.

Pour illustrer cette articulation, nous prendrons l'exemple de la co-construction d'une recherche-action sur le territoire du Haut-Rhône. Un partenariat a en effet été noué entre le syndicat du Haut-Rhône et ASca, bureau d'études spécialisé dans l'accompagnement des politiques publiques environnementales. Ce partenariat est le fruit d'une rencontre entre une doctorante cherchant un terrain d'études pour observer comment l'histoire pouvait être mobilisée par un gestionnaire et un acteur de la gestion du milieu fluvial ayant l'intuition que l'histoire constitue une ressource pertinente à mobiliser dans le cadre des projets de restauration écologique qu'il porte. Une méthodologie a été élaborée dans l'optique de cette recherche-action, avec investigations historiques, accompagnement stratégique, observation participante et dimension réflexive.

Bibliographie

ABHERVE Déborah, 2021, « Les communautés de recherche à l'articulation entre politique et histoire environnementale : revue de littérature ».

BOULEAU Gabrielle, « L'épreuve de la directive-cadre européenne sur l'eau », *Annales des Mines - Responsabilité et environnement*, N° 49, n° 1, p. 84-91.

MELOSI Martin V. et SCARPINO Philip V. (eds.), 2004, *Public history and the environment*, Malabar, Fla, Krieger Pub. Co (coll. « Public history series »), 291 p.

NARCY Jean-Baptiste, 2013, *Regards des sciences sociales sur la mise en oeuvre des politiques de l'eau*, Paris, ONEMA (coll. « Comprendre pour Agir »).

RIVIERE-HONEGGER Anne, COTTET Marylise et MORANDI Bertrand, 2014, *Connaître les perceptions et les représentations, quels apports pour la gestion des milieux aquatiques ?*, Vincennes, ONEMA (coll. « Comprendre pour agir »).

STINE Jeffrey, 2017, « Public History and the Environment » dans Paula Hamilton et James B. Gardner (eds.), *The Oxford Handbook of Public History*, s.l., Oxford University Press, vol.1.